

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne

Aurillac, le 30 novembre 2011

Unité territoriale du Cantal

DEPARTEMENT DU CANTAL
SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS
Site de « Prentegarde », commune de Saint-Paul des Landes

Rapport de l'inspecteur des installations classées

0- INTRODUCTION

Par courrier du 8 avril 2011 adressé à M. le préfet, M. Jean FABRE, gérant de la SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS demande à bénéficier des droits acquis relativement aux activités autorisées de stockage/récupération de déchets de métaux et carcasses de véhicules hors d'usage, suite à une modification de la nomenclature des installations classées.

Par ailleurs, M. Jean FABRE, gérant de l'entreprise SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS, a déposé le 5 octobre 2011 en préfecture du Cantal, un dossier de déclaration de certaines activités exercées sur son site de « Prentegarde » à Saint-Paul des Landes, dans le cadre d'une régularisation de la situation administrative de l'établissement. Ces activités concernent particulièrement une déchèterie ainsi que le transit et broyage de déchets non dangereux.

Le présent rapport fait la synthèse des suites réglementaires associés à ces déclarations formulées auprès de M. le préfet.

1- SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ENTREPRISE

1-1- situation géographique

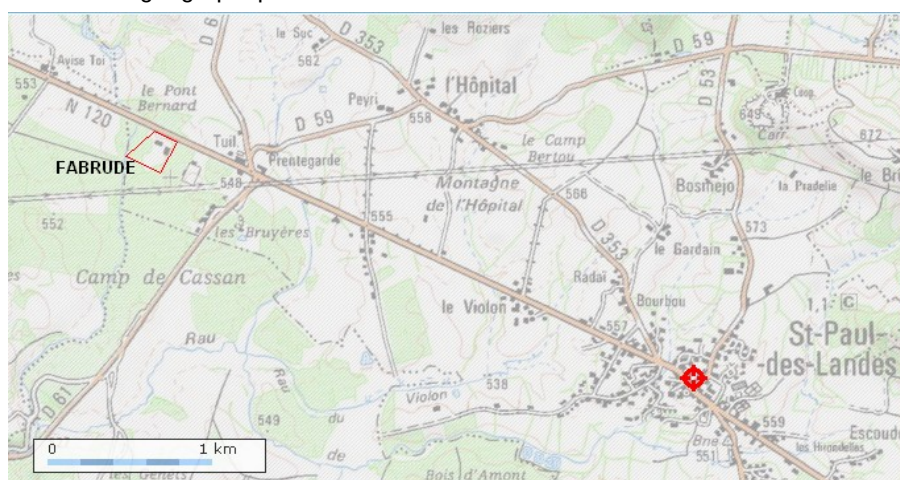


Figure 1 : plan de situation (source géoportail)

1-2- les activités autorisées historiquement :

La SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO exploite un site relevant de la réglementation relative aux installations classées, autorisé selon actes suivants :

- arrêté préfectoral du 24 novembre 1976 portant autorisation d'un chantier de démolition de véhicules hors d'usage à M. IZOLET Henri.
- récépissés préfectoraux portant successivement acte du changement d'exploitant en date du 3 juillet 1987 au profit de la SARL FABRUDE, puis en date du 1er septembre 2005 au profit de la SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO.
- arrêté préfectoral n°2006-862 du 6 juin 2006 portant agrément pour l'activité de démolition de véhicules hors d'usage (agrément n° PR1500001D).

1-3- constats de l'inspection des installations classées :

Lors d'une visite de contrôle sur site le 25 mars 2010, l'inspection avait constaté que :

- des activités de tri/transit de déchets de différents types et de différentes origines, dangereux ou non, étaient réalisés sans l'autorisation requise au titre de la réglementation des installations classées,
- des modes de transit/stockage de produits non conformes étaient mis en oeuvre.

Il s'en est suivi une mise en demeure de régulariser la situation par M. le préfet.

1-4- prescriptions additionnelles :

Considérant :

- la situation irrégulière de l'entreprise au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la nécessité pour l'entreprise de disposer d'un délai pour trouver des solutions (délai de constitution d'un dossier de demande d'autorisation sur ce site ou plus vraisemblablement un autre site, délai d'enlèvement de l'ensemble des déchets en transit, délais de modification de contrats passés par l'entreprise),
- l'utilité de prescriptions spécifiques visant à réglementer la phase transitoire dans l'attente d'une régularisation,

un arrêté de prescriptions spéciales destiné à réglementer les activités dans l'attente de la régularisation ou de l'élimination de tous les produits liés aux activités irrégulières a été pris par M. le préfet, sur proposition de l'inspection des installations classées, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (séance du 26 avril 2010). Il s'agit de l'arrêté préfectoral n°2010-781 du 14 juin 2010 portant prescriptions provisoires de fonctionnement d'une installation de transit de déchets par la SARL FABRUDE

RECYCLAGE AUTO, sur son site situé au lieu-dit « Prentegarde » sur la commune de Saint-Paul des Landes.

2- EVOLUTION DES RUBRIQUES DE CLASSEMENT INSTALLATIONS CLASSEES ET DEMANDE D'ANTERIORITE

2-1- L'évolution réglementaire :

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 publié au journal officiel du 14 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets.

Ce texte porte une approche du classement administratif des activités de traitement des déchets non plus en fonction de la provenance des déchets, mais en fonction de leur nature et de leur dangerosité, en cohérence avec l'importance des dangers et inconvénients que génèrent les traitements de tels déchets.

Le potentiel de dangers des déchets reçus et traités dans les installations est apparu comme le premier critère pertinent pour définir le régime de classement de l'installation qui les prend en charge. L'évaluation du potentiel de dangers des déchets se fonde notamment sur les propriétés qui rendent les déchets dangereux, en référence à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Le second critère de classement dépend directement du procédé industriel mis en oeuvre, celui-ci pouvant être plus ou moins générateur de nuisances ou de risques.

L'approche retenue vise donc à identifier les modes de traitement des déchets connus à ce jour, à les regrouper par grande typologie et à leur faire correspondre le régime administratif le plus adapté, en application du principe de proportionnalité. Le décret précité prévoit ainsi que plusieurs activités peuvent être exercées sous couvert du régime déclaratif, notamment pour les activités de traitement de déchets non dangereux. Tel est le cas pour les activités de transit, tri ou regroupement de déchets de verre, de déchets de métaux, d'ordures ménagères résiduelles ou de traitement de déchets non dangereux (traitement des huiles alimentaires, broyage) auparavant soumises au seul régime de l'autorisation préfectorale. Ces mesures de simplification administrative devraient notamment contribuer au développement du recyclage.

Ces modifications ont une incidence sur la situation administrative de l'entreprise sans toutefois que des modifications aient été apportées aux installations, à leurs conditions d'exploitation ou à leur voisinage.

2-2- la demande d'antériorité par la SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO

L'entreprise exploite régulièrement des installations relevant de la législation des installations classées.

Par courrier du 8 avril 2011 adressé à M. le préfet, cette entreprise demande à bénéficier des droits acquis en application des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement et à être reclassée selon les rubriques nouvellement créées applicables à ses activités.

Article L.513-1 du Code de l'Environnement

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Article R.513-1 du Code de l'Environnement

Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L.513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :

1° s'il s'agit d'une personne physique, ses noms, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration;

2° l'emplacement de l'installation;

3° la nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

L'entreprise SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO disposait d'une autorisation au titre de la rubrique 286, relativement à ses activités de stockage et récupération de déchets de métaux, d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage.

Elle demande l'antériorité en regard des deux rubriques nouvellement créées suivantes :

RUBRIQUE	INTITULE	VOLUME DES ACTIVITES	CLASSEMENT
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ²	19030 m ²	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	15030 m ²	A

2-3- Avis de l'inspecteur des installations classées :

La déclaration a été réalisée par l'exploitant dans le cadre d'une évolution de la nomenclature des installations classées. Les activités réalisées de façon régulière dans le cadre de l'autorisation préfectorale existante doivent être reportées en regard des nouvelles rubriques fixées par la nomenclature modifiée, avec les critères de classement et seuils correspondants.

L'inspection a constaté sur site qu'en connexité avec son activité de démolition de véhicules hors d'usage, pour laquelle elle est tout à la fois historiquement autorisée au titre ICPE et agréé selon la réglementation additionnelle véhicules hors d'usage, l'entreprise FABRUDE collecte des déchets dangereux issus de l'activité des garages automobiles : batteries, filtres usagés, fluides usagés, catalyseurs usagés, pièces grasses. Dans la mesure où cette catégorie de déchets ne provenait pas d'installations classées, l'antériorité peut également être accordée au titre de la rubrique 2718, mais uniquement pour les déchets de cette origine.

rubrique	Désignation de la rubrique	Descriptif Capacité de l'activité pouvant bénéficier d'une antériorité	régime
2718- 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717, et 2719 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	Transit, regroupement, tri de déchets dangereux provenant du secteur de l'automobile (garages, concessions) hors activité de dépollution/démontage exercée sur le site même, visée à la rubrique 2712-1 <u>Quantité maximale susceptible d'être présente :</u> 45 tonnes (batteries, filtres usagés, huiles usagées, fluides usagés issus de l'automobile, catalyseurs usagés issus de l'automobile)	A

L'inspection propose de donner une suite favorable quant à la déclaration d'antériorité, en actualisant, par arrêté complémentaire, le tableau de classement des activités exercées figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, en correspondance avec la nomenclature des installations classées. Sur ce point, seule la liste des rubriques figurant à l'arrêté préfectoral d'autorisation existant sera modifiée. Les termes de l'arrêté complémentaire ne renforceront pas, ni n'allègeront les prescriptions imposées initialement, ils ne constituent pas des prescriptions additionnelles au sens entendu par l'article R.512-31 du Code de l' Environnement.

3- DECLARATION D'ACTIVITES ADDITIONNELLES PAR L'EXPLOITANT :

3-1- déclaration de l'exploitant

Dans le cadre de la régularisation de sa situation, la SARL FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTO a prévu d'organiser ses activités sur deux sites. En particulier, un site est en projet sur la commune de Nieudan. Il devrait faire l'objet d'une procédure de demande d'autorisation installation classée en 2012.

En ce qui concerne le site de Saint-Paul des Landes, outre les activités historiques autorisées (démolition de véhicules hors d'usage, transit/tri /regroupement de déchets des métaux), seules des activités n'atteignant pas de seuil d'autorisation sont envisageables.

A ce titre, l'exploitant a déposé le 5 octobre 2011 en préfecture un dossier de déclaration. Il recense plus particulièrement les activités suivantes en regard de la nomenclature des installations classées révisée :

rubrique	Régime ICPE	Désignation de la rubrique	Descriptif / Capacité de l'activité	Observations inspection
2260-2b	D	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation... de substances végétales et de tous produits organiques naturels la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	1 broyeur de bois d'une puissance de 150 kW	S'agissant de broyage de déchets de bois, la classement est à examiner en regard de la rubrique 2791, en application de la circulaire du 28 décembre 2010. Dans un tel cas, la quantité de produits traités doit rester inférieure à 10 tonnes/jours afin de ne pas franchir de seuil d'autorisation
2710-2	D	Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers, la superficie hors espaces verts de l'installation étant comprise entre 100 et 3500 m2	Surface de déchetterie 500 m2 5 bennes de 10 m3 dédiées : ferrailles, encombrants, bois, déchets verts, gravats déchets ménagers spéciaux, huiles, batteries en containers fermés, pour une capacité maximale de 60 m3 sur aire bétonnée	Cette activité est déjà présente sur le site, sans zone dédiée adaptée. En particulier, des particuliers amenaient leurs déchets (encombrants) en attente de l'ouverture de la déchèterie de la CC entre deux Lacs au Pont d'Orgon Des travaux d'aménagement sont prévus par l'entreprise.
2711-1	D	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 200 m3 mais inférieur à 1000 m3	1 benne de 40 m3 dédiée. Activité en prévision de développement, pour une quantité restant inférieure à 1000 m3	Cette activité est déjà réalisée sur le site Des travaux d'aménagement sont prévus par l'entreprise
2714-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	Volume maximal susceptible d'être présent 760 m3 <u>aire de tri</u> : 120 m3 <u>stockage des produits triés</u> : papier/carton, plastique : 200 m3 bois : 200 m3 pneumatiques : 200 m3 ferrailles : 40 m3	Cette activité est déjà réalisée sur le site, sur la base des collectes réalisées par l'entreprise auprès de ses clients (bennes dans les entreprises et commerces, au niveau des collectivités). Dans le cadre de l'ancienne nomenclature, cette activité relevait de l'autorisation préfectorale sans seuil. Elle est régularisable en déclaration dans une limite quantitative fixée à 1000 m3
2715	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent étant inférieur à 250 m3	Quantité maximale présente 200 m3	Activité déjà réalisée, qui reste en dessous des seuils de classement ICPE
2716-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	Volume maximal susceptible d'être présent 320 m3 <u>aire de tri</u> (partagée avec rub.2714 ci avant) : 120 m3 <u>Stockage</u> : Refus de tri : 200 m3	Activité déjà réalisée sur le site, concernant dans la nouvelle nomenclature des déchets non classables selon la rubrique 2714 (l'exploitant y range les déchets industriels banals avant tri et les refus de tri, non assimilables aux matériaux classés selon la rubrique 2714 (bois, papier, carton, textiles, bois))

D : déclaration - NC: Non classé

3-2- Avis de l'inspection des installations classées :

Considérant que les activités recensées par l'exploitant en régularisation n'atteignent aucun niveau nécessitant autorisation au titre de la réglementation des installations classées,
Considérant que ces activités viennent en diversification de l'activité principale exercée sur le site relative à la démolition de véhicules hors d'usage,
Considérant qu'elles sont pour la plupart déjà réalisées depuis plusieurs années et qu'elles n'engendrent pas de nuisances et risques nouveaux significatifs par rapport à l'activité principale de démolition de véhicules hors d'usage,
L'inspection estime que la déclaration formulée par l'exploitant est recevable moyennant les observations formulées dans la dernière colonne du tableau figurant au paragraphe 3.1 ci avant.

4- AVIS DE L'INSPECTION SUR L'ENSEMBLE DES DEMANDES FORMULEES ET CONCLUSION :

L'entreprise Sarl FABRUDE RECYCLAGE TRANSAC AUTOS est en train de constituer un dossier complet de demande d'autorisation installations classées pour un site situé sur la commune de Nieudan, à quelques kilomètres du site historique de Prentegarde sur la commune de Saint-Paul des Landes. L'inspection a notamment demandé à l'exploitant de reporter sur le site de Nieudan les activités ne pouvant bénéficier de l'antériorité et qui ne sont pas régularisables sans procédure complète.

Il en est ainsi de toute l'activité liée au transit/regroupement de déchets dangereux issus des établissements industriels ou commerciaux ainsi que des collectivités (déchèteries des collectivités), qui ne peut bénéficier d'une quelconque antériorité, ces établissements constituant la plupart du temps des installations classées.

En ce qui concerne les demandes relatives au site de Saint-Paul des Landes, l'inspection des installations classées propose au final un arrêté préfectoral complémentaire dans lequel une actualisation des rubriques de la nomenclature des installations classées est entérinée.

Cette actualisation comprend :

- 1- la déclaration d'antériorité formulée par l'exploitant,
- 2- les rubriques additionnelles relevant du niveau de déclaration au titre de la réglementation ICPE, dans le cadre de la procédure de régularisation en cours.

Elle se résume selon le tableau suivant :

rubrique	Désignation de la rubrique	Descriptif / Capacité de l'activité	régime
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m2	Stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage et de moyens de transport hors d'usage bâtiment dédié 950 m2 + aires de stockages étanches de VHU en attente de dépollution, de résidus potentiellement polluants (batteries, huiles, filtres, pièces graisseuses...) + aires de stockage de véhicules dépollués surface aires de stockage 19030 m2	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface étant supérieure ou égale à 1000 m2	Transit, regroupement, tri de déchets de métaux et d'alliages de métaux non souillés par des produits dangereux aire de tri + aires de stockage sur 15030 m2	A
2718- 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717, et 2719 La quantité de déchets susceptible d'être présente	Transit, regroupement, tri de déchets dangereux provenant du secteur de l'automobile (garages, concessions) hors activité de dépollution/démontage exercée sur le site même, visée à la rubrique 2712-1 ci avant <u>Quantité maximale susceptible d'être présente</u> : 45 tonnes (batteries, filtres usagés, huiles usagées,	A

	dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	fluides usagés issus de l'automobile, catalyseurs usagés issus de l'automobile)	
2710-2	Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers, la superficie hors espaces verts de l'installation étant comprise entre 100 et 3500 m2	Surface de déchetterie 500 m2 5 bennes dédiées : ferrailles, encombrants, bois, déchets verts, gravats déchets ménagers spéciaux, huiles, batteries en containers fermés capacité maximale 60 m3 sur aire bétonnée	D
2711-1	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 200 m3 mais inférieur à 1000 m3	Capacité : 1 benne de 40 m3	D
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	Volume maximal susceptible d'être présent 760 m3 <u>aire de tri</u> : 120 m3 <u>stockage des produits triés</u> : papier/carton, plastique : 200 m3 bois : 200 m3 refus de tri : 200 m3 pneumatiques : 200 m3 ferrailles : 40 m3	D
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	Volume maximal susceptible d'être présent 320 m3 <u>aire de tri</u> (partagée avec rub.2714 ci avant) : 120 m3 <u>Stockage</u> : Refus de tri : 200 m3	D
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 tonnes/j	Broyage de déchets de bois 1 broyeur de 150 kW 9 tonnes/jour – 1500 tonnes/an de déchets de bois traités	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent étant inférieur à 250 m3	Quantité maximale présente 200 m3	NC

Compte tenu des projets encore en cours, la situation du site de Prentegarde devrait être revue en fonction de l'avancement du dossier porté par le même exploitant sur la commune de Nieudan.

C'est pourquoi, plutôt que de refondre à ce stade d'ensemble de l'autorisation préfectorale d'exploiter le site de Saint-Paul des Landes, le projet d'arrêté complémentaire d'autorisation s'appuie sur les prescriptions ministérielles applicables et sur les prescriptions spécifiques préfectorales déjà prises (autorisations antérieures et arrêté de prescriptions additionnelles relatives aux activités de transit).